Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée

Espagne et Kouko. Les négociations de 1598 et 1610

Pierre Boyer

Citer ce document / Cite this document :

Boyer Pierre. Espagne et Kouko. Les négociations de 1598 et 1610. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°8, 1970. pp. 25-40;

doi : https://doi.org/10.3406/remmm.1970.1080;

https://www.persee.fr/doc/remmm_0035-1474_1970_num_8_1_1080;

Fichier pdf généré le 17/04/2024

ESPAGNE ET KOUKO.
LES NÉGOCIATIONS DE 1598 ET 1610

Carlos R. Joulia Saint-Cyr, dans son ouvrage, Felipe III y el Rey de Cuco [1], fait état d'un document anonyme, attribué à Bernardino de Escalante [2], de Santander, mentionnant des contacts pris entre Madrid et Kouko, en 1598. Tout en regrettant de n'en savoir plus, il pense que cette date marque la reprise des conversations en vue de renouer les rapports (que l'échec de Charles Quint devant Alger en 1541 avait singulièrement refroidi) entre les deux états.

Un heureux hasard nous a permis de trouver trace de cette négociation et de constater d'ailleurs, au vu du dossier, qu'elle avait été elle-même précédée d'un premier échange de lettres en 1594. Cette négociation se situe en juin 1598, c'est à dire quelques semaines avant la mort de Philippe II, qui peut être l'ignora. Elle clôt pourtant le chapître "Berberie" de son règne [3].

Mais avant d'aborder la négociation elle même, il serait bon de rappeler sommairement quelle était la situation des différents interessés. D'abord l'Espagne. Là un souverain malade et vieilli, se confiant à ses conseillers privés qui composent la fameuse "junte de nuit", et dont nous retrouverons trace dans la correspondance étudiée, a fait de la temporisation une règle de gouvernement. L'état du pays ne permet d'ailleurs aucune fantaisie. La guerre avec la France vient de se terminer par la paix de Vervins (2 mai 1598), mais ses conséquences se feront longtemps sentir. L'autre adversaire traditionnel, la Turquie, reste menaçant bien qu'épuisé lui-même. Mais les croisières méditerranéennes de sa flotte sèment l'inquiétude et l'Espagne, peu confiante en ses propres forces, refuse le combat.

C'est dire avec quelle prudence les offres du roitelet Kabyle seront examinées. Et cela d'autant plus que d'autres affaires sont engagées au Maroc où l'alliance de raison entre Philippe II et El Mansour connait des hauts et des bas. Nous verrons d'ailleurs le souci qu'ont les Espagnols de tenir le Chérif au courant des propositions du roi de Kouko.

---

1. Carlos Rodriguez Joulia Saint Cyr, *Felipe III y el rey de Cuco*. - Madrid, 1954, p. 35. Cet ouvrage traite de la période 1601-1608 avec une grande précision.

2. Bernardino de Escalante, écrivain espagnol, fils du général Garcia de Escalante qu'il accompagna dans ses campagnes.

3. Philippe II mourut le 12 septembre 1598.

Qu'en est-il de ce dernier, et surtout de son royaume ? Le "royaume" de Kouko[4], comme bon nombre de royaumes berbères, n'était en fait qu'un agrégat de tribus sous le commandement d'une famille puissante. Il ne rassemblait pas l'ensemble des Kabyles, mais seulement les tribus de la Kabylie maritime et la confédération des Zouaoua. Encore ces derniers étaient-ils plus des alliés que des sujets.

La force de cet état variait, au cours des ans, selon le degré de soumission des tribus, perpétuellement remis en cause. D'où des querelles internes permanentes et l'impossibilité de rallier l'ensemble des responsables à une politique déterminée. Turcs et Espagnols éprouveront tour à tour les avantages et les inconvénients de cet état de chose. Car s'ils trouvèrent toujours un parti prêt à les soutenir, jamais ils ne purent s'appuyer solidement sur lui.

La position de la famille "royale", les Ben el Cadi, était d'autant plus délicate qu'elle était sinon étrangère tout au moins privée de tout appui tribal. Seule la petite tribu des Aït Ghobri, dont l'ancêtre était originaire, pouvait la soutenir. Elle devait sa puissance au prestige du fondateur de la dynastie, Ahmed ben el Cadi, ancien haut fonctionnaire de l'état Hafcide de Tunis, dont dépendait théoriquement la Kabylie, et, qui, dans l'anarchie du début du siècle, avait été assez habile pour se constituer une sorte de royaume. Abandonnant ses anciens maîtres, il avait fait cause commune avec les corsaires turcs de Barberousse pour combattre l'envahisseur espagnol. Sa puissance avait crû parallèlement à celle des Barberousse et l'avait même un moment supplantée[5]. Repoussé dans ses montagnes, il avait cependant réussi à conserver son indépendance sans trop se compromettre avec les Espagnols. Ses successeurs, pratiquant la même politique de bascule, s'y étaient également employé de leur mieux, mais sans avoir son habileté. Cette attitude avait eu pour conséquence de les priver du prestige s'attachant aux défenseurs de l'Islam. Or, les circonstances locales ne se prêtaient guère à l'appaisement. En effet, par un phénomène encore mal expliqué, le Maghreb et plus spécialement les tribus berbères se voient, au cours du XVIème siècle, prises en main par des familles maraboutiques, originaires, selon leurs dires, de la Seguiet el Hamra. Ces marabouts finissent par supplanter les autorités traditionnelles et font éclater les cadres des anciennes tribus.

Il est certain que leur action secoua sérieusement les fondements du pouvoir des derniers Ben el Cadi. Selon Boulifa[6], qui semble avoir bien vu le problème, les révoltes se multiplièrent sous le règne d'Amar ben el Cadi,

---

4. C'est l'appellation française la plus classique, mais on trouve aussi "royaume de Couque" et "royaume de Gago" (cf. Petis de la Croix). Kouko était une bourgade des Aït Yahia, promue capitale, qui devait donner son nom au royaume.

5. Il semble qu'Ahmed ben el Cadi fut le maître d'Alger et de la Mitidja pendant quelques années, de 1520 à 1525, ayant réussi à chasser Kheir ed Din, avec l'aide des Hafçides de Tunis.

6. Boulifa S.A., *Le Djurdjura à travers l'histoire.* - Alger, 1925. Sidi Mansour aurait publiquement bafoué Si Amar au marché des Aït Djennad, dont il s'était fait le protecteur (p. 398-99).

qui, selon la légende, aurait été tué sinon sur l'ordre, tout au moins avec l'accord tacite du grand marabout Sidi Mansour. Or, comme nous le verrons, c'est ce même personnage qui amorce en 1594 et 1598 les contaçts avec l'Espagne. Il est donc permis de penser qu'il fut peut-être poussé dans cette voie autant par le désir d'obtenir les moyens de mater une révolte intérieure que par le traditionnel péril turc.

En effet, une sorte d'équilibre des forces s'était peu à peu instauré au cours du XVIème siècle dans la région entre les quatre partenaires intéressés : Kouko, les Turcs, les Espagnols, et un autre "royaume Kabyle", celui de "Labbès".

Ce royaume de Labbès ou mieux des Beni Abbès, situé sur la rive droite du Sebaou dont il groupait les populations, avait semble-t-il une structure tribale plus solide, ce qui lui permettait de pallier en partie les inconvénients de sa position géographique moins favorable. La famille "royale" des Beni Abbès d'origine maraboutique devait rencontrer moins de difficultés[7]. Elle domina d'ailleurs la région jusqu'à nos jours en se continuant dans la branche des Mokrani. Mais les "Sultans de Labbès", comme on les appelait, par le jeu des querelles de çof, s'étaient trouvés, dès le début, et tout naturellement, les ennemis héréditaires des rois de Kouko. D'où pendant tout le XVIème siècle un chassé croisé d'alliances : Turcs/Kouko contre Espagnols/Labbès et Espagnols/Kouko contre Turcs/Labbès.

Or, en 1598, cette tradition bien ancrée semblait devoir prendre fin, le Turc se heurtant à une sorte de front commun des Kabyles.

Déjà en 1590, la campagne de Kheder Pacha contre le sultan de Labbès s'était déroulée sans le concours du roi de Kouko. L'appui des marabouts avait permis au sultan de négocier une trêve. Trêve rompue d'ailleurs en 1595 sans que Kouko se manifestât. Bien mieux, il semble que pendant les années suivantes Kouko et Labbès soutinrent toutes les révoltes algéroises affaiblissant le pouvoir turc.

La position du dernier des partenaires allait en effet en empirant.

L'installation des Pachas triennaux à Alger, en remplacement des Beylerbey, avait plongé le gouvernement de la régence dans une situation anarchique dont il n'arrivait pas à sortir. Mais depuis 1592, cette anarchie basée sur l'opposition de l'Odjaq aux Pachas, et compliquée par les intrigues des Reïs, s'était encore accrue de la haine opposant les pachas successifs entre eux :

En 1592, Kheder pacha, violement attaqué par l'Odjaq est remplacé par Chaban pacha. Ce dernier, cédant à l'Odjaq, fait reconduire son prédecesseur à Constantinople accompagné d'une Ambassade chargée de le mettre en accusation devant le Sultan. Si l'affaire n'eut pas de suite, Kheder ne devait pas oublier le mauvais procédé !

---

7. D'après Feraud, *Les Mokrani...*, *in Bulletin de la Société Archéologique de Constantine*, 1871-72, p. 196 et sq, l'ancêtre Si Abd er Rahman était un marabout qui se prétendait même d'origine chérifienne. Après avoir séjourné à la cour des rois de Kouko, il aurait soustrait les Beni Abbès à leur domination. Son fils Si Ahmed ben Abd er Rahman aurait édifié la forteresse de la Kalaa qui devient capitale du nouveau royaume.

Parvenu au terme de ses trois ans, Chaban confie l'interim à son parent Mustapha. Mais entre temps, grâce à des libéralités bien réparties, Kheder s'était fait nommer pour la seconde fois pacha d'Alger. Dès son retour il reporte sur Mustapha la haine qu'il ressentait pour Chaban, le taxant de 15 000 écus et l'abreuvant d'outrages. Mustapha parvient à regagner Constantinople où les circonstances lui permettent, dès 1596, d'obtenir lui aussi pour la seconde fois le pachalik d'Alger. Son premier soin est de taxer à son tour Kheder de 30 000 écus cette fois et de mettre une sorte de séquestre sur ses biens. L'intéressé doit s'enfuir, ruiné.

Ces luttes d'influence se traduisaient par l'affrontement de clans rivaux qui se dépouillaient les uns des autres. On assiste même à une révolte de la population maure de la ville en 1596, appuyée par les Kouloughli. Les Renégats étaient d'autre part mécontents ; leurs griefs exacts nous sont inconnus mais il semble que les Turcs d'origine s'efforçaient de les évincer petit à petit des postes importants qu'ils détenaient sous le régime des Beylerbey. Enfin, l'autorité turque est de plus en plus discutée dans le Bled. Les Kabyles sortent finalement vainqueurs de leur conflit avec les pachas et font des incursions dans la Mitidja[8]. Ils coupent toutes communications terrestres avec le Constantinois et c'est sans doute pour cela que Mustapha fait construire le fort de Sour Ghozlan (Aumale) afin de se ménager un itinéraire plus méridional.

Il est possible que le spectacle de cette décadence ait poussé Amar ben el Cadi à faire d'une pierre deux coups en cherchant à consolider son pouvoir sur les tribus tout en chassant le Turc.

Car dans cette négociation Kouko est le demandeur.

\+

\+ \+

Le dossier de cette affaire est fort mince[9], il comprend trois éléments :

1/ Une traduction assez lâche des différentes lettres envoyées au roi d'Espagne tant par le roi de Kouko que par d'autres personnages intéressés à l'affaire, datée du 16 juin 1598.

2/ Une étude de ces lettres et des propositions contenues faite par le président du Conseil des Ordres, Don Martin de Cordoba, datée du 17 juin.

3/ Un résumé des différentes propositions du roi de Kouko, avec, en face, la décision prise, sans date.

---

8. Les Kabyles auraient même campé devant la porte Bab Azoun d'Alger. Cf. Grammont (de), *Histoire d'Alger sous la domination Turque*. - Paris, 1887, p. 140, qui ne donne malheureusement pas de référence.

9. *Archives d'Outre mer, Aix*, 3 MI 3. Il s'agit d'un microfilm d'archives espagnoles interessant l'Afrique du Nord aimablement communiqué par M^{elle} de la Verone, que nous remercions ici. Les trois documents étudiés sont conservés à Simancas sous la cote Estado, legajo 182. C'est également à M^{elle} de la Verone que nous devons les documents concernant les années 1609-1610 utilisés plus loin.

Nous ne savons pas comment le messager porteur de la correspondance de Kouko est parvenu en Espagne ni où il débarqua. En revanche nous connaissons son identité, car elle est maintes fois précisée. Nous avons même sa généalogie. Il s'agit d'un neveu du roi, Aboul Malik. Ce neveu est aussi son confident. Amar ben el Cadi insiste plusieurs fois sur la nécessité de le traiter avec honneur.

Mais sa venue n'était pas pour autant officielle. C'était un messager secret car les Turcs étaient au courant des intentions du roi, selon les propres dires de ce dernier. Un des premiers soins des Espagnols sera de fournir à l'intéressé un habit décent destiné à remplacer ceux qu'il portait "para venir mas disimulado y por no ser conoscido en el camino".

Il apportait aux Espagnols une correspondance multiple.

D'abord une lettre du roi de Kouko au roi d'Espagne, qui en constitue la base. Ensuite une lettre du roi au "Principe" probablement le futur Philippe III, reproduisant l'essentiel de la précédente. Cette lettre portait un codicile signé, sinon écrit, de la main de la fille du roi, Aïcha, énumérant les cadeaux qu'elle souhaitait recevoir.

Une troisième lettre, assez curieuse à nos yeux, était adressée aux lettrés, clercs et religieux d'Espagne. C'était, transposé, l'appel aux Oulema, classique en terre d'Islam.

A ces trois missives s'ajoutait une adresse collective (ou prétendue telle) de tous les soldats, conseillers, caïds, cadis, hakems et marabouts et de tous les principaux du royaume, se solidarisant avec la démarche royale.

Enfin se trouvait une lettre des Renégats d'Alger proposant de s'emparer de la ville avec le concours de Kouko et de l'Espagne.

Nous ne connaissons pas, comme nous l'avons dit, les originaux mais seulement la copie de la "relacion" de leur contenu. Celle-ci, autant qu'il est possible d'en juger, se présente comme une traduction très lâche, faite à la 3ème personne : "le roi de Kouko dit...", etc... Mais elle est assez détaillée et semble fidèle quant au fond.

Le roi de Kouko commence par se présenter : "Scrive Homar, Hizo de Homar, Hizo de Hamed, Hizo de Mamed, Hizo de Hamed, Hizo del Cadi, rey de Cuco". Cet Amar ben Amar serait donc l'arrière-arrière petit fils du fondateur de la dynastie, Ahmed ben el Cadi [10].

---

10. La succession des rois de Kouko est très controversée. D'après ce que nous pouvons en savoir, elle ne correspond pas à la généalogie d'Amar. Selon la chronique de Djennâbi, publiée par Fagnan, *Extrait inédits sur le Maghreb*. - Alger, 1924, p. 333, la succession jusqu'en 1583 aurait été la suivante : Ahmed ben el Cadi (règne 3 ans) ; Mohammed, son frère (règne 30 ans) ; Ahmed ben Ahmed, fils d'Ahmed, neveu de Mohammed, (règne 10 ans et meurt en 1583) laissant le trône à Mohammed ben Ahmed, son fils. Amar aurait donc succédé à ce Mohamed ben Ahmed, soit directement soit après un parent non identifié.

Mais Boulifa, *op. cit.* propose une autre solution : Ahmed ben el Cadi (tué en 1527), auquel succède son frère Si El Haoussin dont le règne aurait été fort long. De là Boulifa saute à Amar, après avoir mentionné un Ahmed, fils de Si el Haoussin, mais sans pouvoir préciser s'il règna réellement.

Il présente ensuite son envoyé "Aboumeliq, hizo de Mamet, hizo de Hamet, hizo del Cadi", fils de son frère. Une chose saute aux yeux. Le scribe recopiant la "relacion" saute trois générations car autrement ce neveu serait en réalité l'arrière grand-oncle. Amar insiste sur le fait qu'Aboumeliq est son conseiller intime, au courant de toutes ses intentions. Après avoir affirmé (clause de style) sa volonté de se mettre lui et les siens au service de Philippe II, il précise que les Turcs n'ont aucun droit sur son royaume, qu'il n'est soumis à aucun tribut et qu'il désire les combattre. Mais il n'entend le faire qu'avec l'aide de l'Espagne. Le roi de Fez lui ayant proposé une attaque conjuguée sur Tlemcen, il a subordonné l'opération à l'accord de Madrid. Cette précision est intéressante car l'Espagne entretient de son côté des relations suivies avec El Mansour. Elle confirme ce que l'on sait, à savoir que ce dernier considerait l'alliance espagnole comme un mal nécessaire mais menait, chaque fois que la chose était possible, une politique indépendante.

Les circonstances, continue Amar, sont favorables à une attaque. Les Turcs se battent et se dépouillent entre eux, l'anarchie règne dans leur conseil -ce qui confirme ce que nous savions- et les Renégats d'Alger, avec qui il entretient des rapports secrets, le poussent à attaquer la ville, joignant leur sort au sien. Cette dernière affirmation mérite examen. D'abord il est peu probable que l'ensemble des Renégats, qui constituaient alors une fraction non négligeable de la classe dirigeante, ait ainsi pris parti. Il ne s'agit certainement que d'une minorité. Mais le fait est assez significatif d'un malaise. Il est certain que la période faste des Renégats fut celle des Beylerbey. Avec les Pacha leur rôle ira en s'amenuisant et ils seront tenus de plus en plus en suspicion jusqu'à ne plus constituer qu'un élément folklorique.

Amar donne ensuite un aperçu de ses forces : il dispose de 100 000 hommes et les "contrarios" ne sont que 9 000, qu'il peut rapidement éliminer. Qui sont ces "contrarios" ? S'agit-il des Turcs ? Le chiffre concorderait assez avec l'effectif de l'Odjaq. S'agit-il de rebelles Kabyles ? Il est peu probable qu'Amar ait éprouvé le besoin d'en faire état dans cette négociation.

L'Espagne, continue Amar, tirera de grands profits de cette aide. D'abord l'alliance de Kouko. Ensuite des avantages commerciaux : les marchands chrétiens seront autorisés à commercer sur place et leur sécurité assurée "como so haze de Francia con Inglaterra".

La troisième affirmation laisse un peu perplexe à moins qu'elle ne soit là pour renforcer la bonne opinion que les Espagnols pouvaient avoir de

---

10 (suite). Même incertitude pour les successeurs d'Amar (tué en 1618). Selon Robin, *Notice sur l'organisation militaire et administrative des Turcs dans la grande Kabylie*, in Revue Africaine, XVII, p. 132 et sq, à Amar succéda son frère Si Ahmed bou Khetouch, lequel, vers 1632, fut renversé par son neveu, fils d'Amar, réfugié en Tunisie d'où son nom d'Ahmed et Tounsi. Ce dernier fut le dernier "roi" de Kouko.

Selon Boulifa, Si Ahmed bou Khetouch fut chassé en 1624 par un premier fils d'Amar, réfugié à Alger, et ce avec l'appui des Turcs ; ce dernier aurait été, en 1633, chassé par son frère Et Tounsi.

Kouko. Amar déclare tenir sous son pouvoir près de 150 places (lugares) et que les places qui sont "como Mostagan y Tremcen" seront "vassalos de V.M, obedientes a su servicio"[11].

Or, il était certain qu'aucune des bourgades Kabyles sur lesquelles régnait Amar ne présentait l'aspect des places en question. Mais nous verrons quelle interprétation donneront les Espagnols à cette offre.

Le roi de Kouko passe ensuite aux modalités pratiques : que Philippe II lui envoie un messager avec 50 galères qui débarquera dans un de ses ports. Amar ne se fait guère d'illusion sur la facilité de l'opération, d'où le nombre élevé de galères proposé. Ce débarquement se fera en effet "en presencia del enemigo y amigo". Sans doute est-ce la raison de la proposition faite par la suite : "Que si V. M. quisiere fabricar en su terra alguna fuerça como Oran o Tabarca, escogiendo V.M el lugar, el la fabricara". "Si votre Majesté désire édifier sur sa terre (à lui, Amar) une force comme Oran ou Tabarca, qu'elle en choisisse l'emplacement et il l'édifiera".

Placée au milieu des considérations pratiques, cette proposition semble n'être dans l'esprit assez retors du roi de Kouko qu'un expédient provisoire. Il n'est pas question d'en accorder la souveraineté à l'Espagne. Mais l'offre est assez ambigüe pour appâter les Espagnols sans s'engager.

De toutes façons, ajoute Amar, mon neveu est là pour mettre au point les derniers détails et préciser les points obscurs.

En attendant, que le roi d'Espagne lui fasse parvenir de la poudre, du plomb et des vêtements pour donner aux Arabes (Alarves) afin qu'ils se joignent à lui. Ce terme d'"alarves" est un peu vague. Qui Amar designe-t-il sous ce vocable ? Sont-ce les tribus de la Mitidja ? les tribus semi-nomades des hautes plaines ? Dans ce cas le Kabyle aurait envisagé un soulèvement général. N'est-ce pas plus simplement une faute de transcription "para dar a los alarves" devant se lire "para dar a los alavès", c'est à dire à ceux de Labbès. L'appui du Sultan de Labbès, ou tout au moins sa neutralité bienveillante était, en effet, indispensable au succès de l'entreprise. Il en sera d'ailleurs question plus loin.

Amar termine en recommandant à nouveau de traiter avec tous les égards dus à son rang son envoyé Aboul Malik. La traduction se termine par ce qui devait être une sorte de post scriptum, fort symptomatique : les Turcs sont au courant de ses intentions et surveillant la réaction de l'Espagne. Il en est de même du Roi de Fez dont il a repoussé les offres. Il sera l'objet de leurs moqueries si la négociation n'aboutit pas. Que Philippe II envoye donc d'urgence un messager et des secours, ou tout au moins une réponse.

La lettre suivante est adressée "al Principe". La "relacion" en est fort brève : elle ne mentionne que le désir d'Amar de chasser les Turcs et

11. ".. dize que tiene debajo de su mando cossa de 150 lugares y que los lugares que son como Mostagan y Tremecen seran vassalos de V.M., obedientes a su servicio".

de recevoir les navires, la poudre, le plomb et les vêtements, pour donner aux "Alarves", parce qu'il n'y en a pas chez lui et que seuls les Turcs en possèdent.

La mention portée par Aïcha, fille d'Amar, sur la lettre même de son père consiste en "muchas encomiendas a su Alteza" et en particulier elle sollicite l'envoi d'une chaîne d'or, de deux colliers de perles et de quatre anneaux d'oreilles, bien que, ajoute-t-elle, elle n'en aie pas besoin, mais, seulement pour se souvenir du donateur.

Nous avons déjà dit un mot du sens qu'il fallait donner à la troisième lettre, adressée aux lettrés d'Espagne, qui, autrement, selon l'optique monarchique du temps, pouvait paraître parfaitement déplacée. Elle n'apporte rien de neuf.

En revanche, l'adresse à Philippe II des notables de Kouko va plus loin que les propositions du roi en précisant leur position sur Alger : ils offrent de prendre cette ville qui sera remise aux Espagnols : "..Y ofrecen que sera la terra de V.M y que podra tener fuerças en ella". Ils s'engagent même à payer un tribut à l'Espagne.

La manoeuvre est toujours la même, appâter l'Espagnol tout en se menageant une porte de sortie. Ces notables peuvent en effet être facilement désavoués.

L'adresse des Renégats accroît d'ailleurs l'équivoque : "les Renégats d'Alger écrivent à Votre Majesté pour lui dire les mauvais traitements qu'ils reçoivent des Turcs et combien les aide et les conseille le roi de Kouko. Ils sont déterminés à l'aider dans la conquête de cette ville et l'éviction des Turcs ; et pour cela ils lui ont conseillé de s'appuyer sur Votre Majesté qui lui fera parvenir les secours réclamés et grâce à eux l'affaire sera faite. Cette terre (Alger) restera à Votre Majesté si elle désire y maintenir des forces..."

Les Renégats n'avaient, en effet, aucune qualité pour s'engager au nom de Kouko.

Ce dossier comprenant les originaux et les traductions fut, en raison sans doute de sa compétence, remis au Marquis Don Martin de Cordoba[12].

---

12. Il s'agit de Don Martin de Cordoba, comte de Cortès, dernier fils du Comte d'Alcaudete, le conquérant de Tlemcen. Il avait fait ses premières armes sous son père, qui l'appréciait beaucoup, et l'avait accompagné lors de la malheureuse expédition de Mostaganem en août 1558. Fait prisonnier, il était resté captif à Alger jusqu'en 1561, date de son rachat. Revenu à Oran que commandait alors son frère aîné, Don Alonzo, il avait pris une part brillante à la défense de la ville lors du siège de 1563, et Cervantès, qu'il protégeait, aurait pensé à lui en écrivant "le Vaillant Espagnol". Il avait succédé à son frère en décembre 1575 comme Capitaine Général et Gouverneur d'Oran, poste qu'il occupa jusqu'en août 1585. Don Martin était certainement un des meilleurs spécialistes des choses du Maghreb, ce qui explique que l'on ait fait appel à sa compétence alors que ses fonctions de Président du Conseil des Ordres ne le désignaient pas spécialement pour instruire cette affaire.

Il semble d'ailleurs qu'il ait saisi l'occasion pour proposer son propre plan de campagne, en le mettant au compte du roi de Kouko.

Président du Conseil des Ordres par Don Christobal de Mora[13], conseiller intime de Philippe II, avec prière de l'étudier et de donner son avis. Le résultat en est la seconde pièce en notre possession, pièce au style assez filandreux, farcie d'incidentes, mais formelle dans ses conclusions.

Nous en resumerons l'essentiel. D'abord Don Martin souligne l'intérêt évident pour l'Espagne de voir chasser les Turcs de Berberie. Les populations cotières ne seront plus razziées ou menées en esclavage ; la navigation en Méditerranée, dans le Detroit et jusqu'au Cap Saint Vincent sera assurée ; les îles de l'Océan et les navires des Indes ne seront plus attaquées et le commerce y gagnera.

Résumant les propositions du roi de Kouko, il mentionne une aide prévue du Sultan de Labbès dont la traduction ne parle pas, à moins, comme nous l'avons suggéré, de lire Alaves au lieu de Alarves.

Il est probable, dit-il, que les frais de l'expédition seront à la charge de l'Espagne. Grâce à cette aide, l'entreprise peut réussir. Les renseignements fournis paraissent exacts et il est certain que pareille occasion ne s'est pas présentée depuis des années, le parti des Turcs n'ayant jamais été aussi bas pour les raisons mentionnées et pour d'autres dont lui, Don Martin, pourrait faire état si on le lui demandait.

Le but du roi de Kouko est de recouvrer Alger et de s'emparer de son royaume, qu'il revendique comme sien. Son plan est le suivant : faisant mine d'attaquer Alger, tous les Turcs accourront à sa défense, abandonnant les garnisons de l'intérieur. Avec l'aide du Cherif et du Sultan de Labbès il sera alors facile d'organiser un soulèvement général et de bloquer les Turcs dans Alger, où, abandonnés de tous, ils finiront par capituler, avant que Constantinople ne puisse les aider, d'autant que la flotte espagnole s'y opposerait.

Or, il n'est rien dit de semblable dans les lettres de Kouko. Nous verrons d'ailleurs que Don Martin "interprète" assez facilement les offres Kabyles.

L'adresse des Renégats retient aussi l'attention du rédacteur car, dit-il, "je sais que les Renégats et les habitants de la ville sont deux fois plus nombreux que les Turcs... et que les uns et les autres veulent changer de maître, les uns pour revenir à leurs anciens usages, les autres pour se voir plus libres et mieux traités".

Néanmoins, avant de s'engager dans une affaire d'une telle importance, plusieurs précautions sont à prendre. D'abord, il convient d'étudier le dossier du précédent de 1594. Et Don Martin donne les détails suivants : un re-

13. Don Christobal de Mora, ou mieux de Mourra (1538-1613) était un gentilhomme portugais au service de l'Espagne. Chargé à l'origine des Affaires portugaises il devint Conseiller intime de Philippe II pour les affaires de la guerre et les affaires privées, et fait Marquis de Castel Rodrigo. A la mort de Philippe II il fut éloigné de la Cour et nommé Vice Roi de Portugal.

ligieux captif, de Narvaez[14], vint alors avec des propositions analogues. Ces dernières furent étudiées et il repartit pour la Berberie en emportant les réponses. Malheureusement, il devait périr en mer et l'affaire tourna court.

Ensuite, il est nécessaire d'avoir l'appui du Cherif, ce qui ne parait pas devoir faire de doute puisque selon Kouko, il avait pris l'initiative d'une alliance contre les Turcs.

Enfin, il faut être certain de la véracité des affirmations des Renégats.

Pour le savoir et mettre aussi le Cherif au courant, Don Martin propose d'utiliser son agent, le commerçant juif d'Oran, Cansino[15], homme fidèle et très intelligent, que l'on pourrait convoquer immédiatement pour lui donner les instructions nécessaires à la conduite des négociations avec le Cherif, tandis que son gendre, Acaportas, se rendrait à Alger sous couleur de commerce pour prendre langue avec les Renégats.

Pendant ce temps on pourrait répondre aimablement au roi de Kouko et envoyer sur place une personne compétente qui contrôlerait la véracité des dires du roi et en particulier s'il a réellement l'appui de tous les responsables de son royaume et si le Sultan de Labbès compte réellement l'aider, et avec quels moyens.

Cependant, pour ne pas avoir l'air de repousser la requête de Kouko et lui donner une satisfaction partielle, on pourrait, à l'occasion d'une croisière sur les côtes de Berberie menée par 15 à 20 galères, mouiller à Azzefoun, dans les terres de Kouko, près de Bougie, et débarquer la personne en question, chargée de cadeaux modestes pour le roi et sa fille, ce qui en fera de toutes façons nos obligés. Les galères regagneront la côte d'Espagne d'où elles reviendront chercher le messager en temps voulu.

Si l'on s'accorde sur cette façon de faire, poursuit Don Martin, il convient d'expédier de suite le cavalier maure (Aboul Malik) à Oran pour y fixer la date de ce voyage et faire assurer la sécurité du port d'Azzefoun. Au vu du rapport de l'envoyé, on verra s'il convient ou non de livrer la poudre, le plomb et les vêtements que le roi réclame. Le temps ne presse pas puisque le roi ne se décidera pas avant de connaître la réponse de Madrid.

Don Martin en arrive ensuite à cette enigmatique proposition du roi de Kouko, de placer sous la suzeraineté de l'Espagne ses villes qui sont comme Mostaganem ou Tlemcen. Ce que nous tenons pour une simple clause de style, étant donné l'impossibilité matérielle de la chose, est interprété d'une étonnante façon. Don Martin semble penser qu'après le succès de l'affaire, le roi de Kouko retrocèdera à l'Espagne parmi les places qu'il avait eues, celles qui auraient été comme Tlemcen ou Mostaganem.

---

14. Le texte exact est "... *un f° cautivo de Narvaez*". Nous sommes tentés de résoudre l'abréviation *f°* par *francisco* ou *franciscano*, franciscain. Il est à noter que tous les émissaires envoyés à Kouko furent des franciscains, tel le R.P. Mathieu (en réalité Matteo de Aguirre) tué en 1603.

15. Les Cansino constituaient une sorte de dynastie au service de l'Espagne comme interprètes et agents de renseignements.

D'autre part, poursuit-il, si l'Espagne désire de nouvelles places, elle n'aura qu'à désigner les emplacements et Kouko les construira. Là encore interprétation différente mais cette fois sans excuse, la proposition de Kouko étant pour une fois précise et ne portant que sur une seule offre (voir plus haut).

Don Martin laisse d'ailleurs percer peu après les projets grandioses qu'il caresse. C'est là le meilleur moyen, ajoute-t-il, pour que Votre Majesté devienne maître de tout (le Maghreb) et bride les Turcs qui n'oseront plus traverser le détroit et piller les côtes du royaume.

Revenant aux réalités, Don Martin conseille ensuite de bien traiter le neveu du roi de Kouko, porteur de ces propositions, de l'habiller selon son désir et le faire recevoir par quelqu'un du Conseil pour discuter de l'affaire, et il conclut en soulignant l'occasion exceptionnelle qui se présente de prendre Alger à peu de frais.

Que dire de ce rapport ? D'abord qu'il ne reflète pas exactement ce que nous savons des propositions de Kouko. Est-ce la conséquence d'une interprétation personnelle de Don Martin de Cordoba, que l'affaire passionne ? Est-ce au contraire la conséquence du fait que nous ne possederions qu'une mauvaise rédaction du premier document, qui n'est, rappelons le, que la copie de la "relaçion" faite sur les originaux ?

Le troisième document tranche ce dilemme. Ce dernier constitue en effet le dernier état de la négociation puisqu'il porte, dans sa partie droite, le résumé des propositions de Kouko, et dans sa partie gauche, la décision prise. Ce document est malheureusement non daté et non signé, mais on peut penser qu'il reflète fidèlement l'essentiel de l'affaire et la position des responsables, même s'il n'est pas de leur main. Le résumé des propositions de Kouko est écrit de façon très cursive, comme une sorte d'aide mémoire rédigé à la hâte. Les réponses sont d'une main plus posée [16].

Voici l'essentiel de ce qui est retenu des propositions de Kouko :

1/ Envoi du neveu Aboul Malik,

2/ Désir d'alliance contre le Turc, ennemi commun,

3/ Kouko est fort de 100 000 hommes et supérieur à l'ennemi,

4/ Souhait de voir 50 galères mouiller dans un de ses ports et d'être appuyé par l'Espagne.

5/ Toutes ses terres, et ce qu'il a eu, seront au commandement de sa Majesté à qui il construira une place forte comme Oran, si elle le désire, à l'emplacement choisi.

6/ Il a sous son contrôle 150 agglomérations de l'importance de Mostaganem. Elles seront vassales de l'Espagne qui pourra y commercer librement.

7/ Faire confiance à son neveu,

16. C'est sans doute la minute du Conseil de la guerre.

8/ Envoyer de la poudre, du plomb et des vêtements pour se concilier les Arabes.

9/ Qu'une réponse soit rapidement donnée pour qu'il ne perde pas la face.

Dans ce texte, qui est plus conforme à ce que nous savons des propositions de Kouko, il n'est pas fait mention d'une intervention du Sultan de Labbès.

La rétrocession de places n'est pas envisagée. L'expression "como Mostagan" étant prise dans son sens comparatif ; "dice que tiene debaxo de su mando 150 lugares como Mostagan..." Enfin, il n'est question que d'une seule place forte à édifier éventuellement sur les terres du roi de Kouko.

Quelles furent maintenant les décisions prises par le Gouvernement espagnol? La partie gauche du document nous les apprend. Nous les reproduisons in extenso :

"Que venga aqui este Moro y vea a su Majestad o a su Altessa.

Que sea vestido y despachado con satisfaction y (abréviation non résolue).

Que se embie al de Cuco alguna personna que sea Cansino o algun yerno suyo, embiando le a llamar.

Que se escriba al Sarife sobre esto para que ayude.

Que en efecto se entretenga la platica dando la satisfacion que convenga".

Que ce more (Aboul Malik) vienne ici et voie Sa Majesté ou Son Altesse.

Qu'il soit vêtu et renvoyé content et ?

Que l'on envoie au roi de Kouko une personne qui soit Cansino ou son genre, qu'il convient de convoquer.

Que l'on écrive au Cherif (du Maroc) sur cela pour qu'il aide à l'affaire.

Que la négociation soit entretenue en donnant les satisfactions convenables.

En somme, une réponse d'attente. Il était d'ailleurs difficile au roi mourant, ou à ses conseillers d'envisager une action immédiate. De toutes façons, la mort de Philippe II remit, semble-t-il, tout en question[17].

\+

\+ \+

17. Néanmoins il demeure une coïncidence troublante, à savoir cette attaque d'Alger par les Kabyles en 1598 mentionnée par de Grammont (p. 140). Ne fut-elle pas la conséquence des négociations de juin 1598. Il faudrait évidemment connaître avec précision la date de l'événement, mais il est permis de penser que les pourparlers étaient suffisamment engagés pour que Kouko soit passé à l'attaque espérant un concours espagnol qui lui fit défaut.

Mais la négociation devait se poursuivre, toujours par l'intermédiaire d'Aboul Malik. Joulia St Cyr publie une lettre du 30 août 1603 écrite par le roi de Kouko au dit Aboul Malik dans laquelle il se plaint de voir les promesses renouvelées chaque année et leur réalisation repoussée de même. En réalité, les Espagnols avaient tenté en juin de la même année, un débarquement limité à Azzefoun. Mais la garnison du poste de Tamagut, spécialement renforcée par Amar ben el Cadi pour couvrir l'opération, passa aux Turcs sous la conduite d'un autre neveu du roi. Les Espagnols furent massacrés[18].

Cet épisode montrait, s'il en était besoin, l'impopularité de l'alliance avec le Chrétien, même pour chasser le Turc que les Kabyles considéraient malgré tout comme l'ennemi héréditaire.

Néanmoins, le roi de Kouko reprenait peu après, comme nous l'avons vu, ses contacts avec l'Espagne tout en poursuivant sa lutte contre les Turcs. En mars 1604, une tentative de ravitaillement effectuée par des frégates de Majorque échoua également, les Espagnols ayant été contraints de se faire sauter avec les navires qu'ils avaient tirés à terre, les Turcs ayant précédé les Kabyles de Kouko sur les lieux.

En revanche, le ravitaillement de 1607 réussissait puisque Joulia St Cyr publie la lettre de remerciements du roi de Kouko. Il était même question d'une double attaque sur Bougie et Alger.

En février 1608, l'Espagne envoyait à Kouko Don Martin de la Cerda. Mais celui-ci ne débarquait que pour apprendre qu'Amar ben el Cadi venait de traiter avec les Turcs sur la base d'une restitution réciproque des conquêtes. La surprise fut grande à Madrid et il fallut assez longtemps pour se convaincre de la réalité.

Cette volte face ne profita guère à son auteur. Dans les années qui suivirent, il dut payer tribut aux Turcs. Il fut assassiné en 1618.

Nous sommes naturellement portés à réfléchir sur l'attitude du roi de Kouko.

D'abord pourquoi a-t-il demandé secours à l'Espagne ? Pour chasser les Turcs, répond-on. A cette époque le danger Turc n'est pas écarté. Cependant l'Odjaq a été battu et les Kabyles pourront ravager la Mitidja. Certes, il est tentant de profiter de la faiblesse des pachas pour jeter définitivement à la mer un ennemi détesté. Mais il apparait nettement que les avantages de cette alliance n'en compensent pas les inconvénients.

---

18. Sur cet événement et les suivants nous renvoyons à Joulia Saint-Cyr, *op. cit.*

L'emplacement de la forteresse de Tamagut peut donner lieu à confusion. Il est tentant de l'identifier avec le Djebel Tamgout situé au sud d'Azzefoun. Mais les documents publiés en annexe par Joulia St Cyr, la placent près de la mer. Une précision est fournie (p. 90) sur la forteresse "que se llama Tamagote, la qual est vezina de la Marina".

Faute de trouver dans la banlieue d'Azzefoun un lieu dit correspondant, on pourrait l'identifier peut-être avec le village de Taguemount, chez les Zerkfaoua, situé à 4 km d'Azzefoun qu'il domine, et auquel mène un chemin de crête quasi rectiligne. Ce n'est naturellement qu'une hypothèse.

Dans un pays où les tribus sont travaillées par les Marabouts qui ne cachent pas leur hostilité à la monarchie des Ben el Cadi, la protection du chrétien fournit un excellent prétexte aux mécontents pour s'attirer la sympathie générale.

En revanche, si l'on pense que le but d'Amar ben el Cadi est de renforcer coûte que coûte sa domination sur la Kabylie, ébranlée par l'action maraboutique, les choses peuvent s'expliquer. Quel est d'ailleurs le leit motiv de ses demandes : une démonstration des galères d'Espagne devant ses côtes et l'envoi de poudre, de plomb et de vêtements. Or, ces mesures paraissent plus propres à frapper, d'une part, l'imagination de ses sujets rebelles et à lui donner, d'autre part, les moyens nécessaires pour consolider son pouvoir, qu'à chasser les Turcs d'Alger.

Nous trouvons un argument supplémentaire en faveur de cette hypothèse dans la volte face de 1608. Celle-ci a lieu sitôt reçu le ravitaillement demandé et faite la démonstration navale. Ces deux opérations présentées comme décisives n'ont en rien ébranlé les Turcs. Bien mieux, ceux-ci tiennent toujours solidement Tamagut et, en 1607, se seraient établis à Djemâ Saharidj, coupant en deux le royaume de Kouko.[19]

Devant cette poussée turque, Amar ben el Cadi est contraint de changer son fusil d'épaule. C'est avec le Turc qu'il faut maintenant traiter pour conserver son royaume et non plus avec l'Espagnol. La paix se fait sur la base de restitutions territoriales réciproques.

De 1608 à 1618, date de sa mort, Amar ben el Cadi, toujours en but à l'hostilité des Marabouts, tentera péniblement de sauvegarder son autorité.

\+

\+ \+

Contrairement à l'opinion admise, la date de 1608 ne marque pas la rupture des relations entre Kouko et l'Espagne. Nous savons au moins que Kouko tenta de renouer dès 1609[20]. Cette date coïncide d'ailleurs avec l'aggravation des rapports entre ce royaume et les Turcs. Sans qu'il soit possible de présenter une chronologie précise, 1610 enregistre une invasion de la Mitidja par les Kabyles et une contre-attaque du Pacha Mustapha Kouça, qui se serait même emparé de Kouko. Une nouvelle paix fut signée qui ne tarda pas à être rompue[21].

Il est tentant de voir dans la reprise des négociations avec l'Espagne une préface à ces événements. Par lettres du 15 janvier 1610, écrites de la main d'un renégat sicilien au service de Kouko, dans un mauvais italien, et adressées l'une au roi Philippe III, l'autre au Duc de Lerma[22], Amar s'effor-

19. Cf. Grammont (de), *op. cit.* p. 147.

20. Toutes les références concernant cette négociation de 1609-1610 se trouvent dans *Archivos de Simancas, Estado, legajo*, 494. Ce dossier comprend deux lettres en italien adressées l'une au roi, l'autre au duc de Lerma ; une lettre en arabe adressée au roi ; un résumé de la correspondance du Comte d'Aguilar ; la minute des délibérations du Conseil de la Guerre.

21. Grammont (de) *op. cit.*, p. 150.

22. Le Duc de Lerma, favori de Philippe III, gouverna pratiquement l'Espagne de 1598 à 1618.

çait de reprendre les contacts avec Madrid. Il y expliquait la nécessité où il s'était trouvé (en 1608) de conclure la paix. Il en profitait pour faire allusion au sort des quatre "moros" embarqués par Martin de la Cerda lors de sa mission avortée de la même année, tout en rejetant sur ce dernier la responsabilité de l'échec. Il déplorait que l'Espagne ne lui ait pas envoyé un messager du genre du R.P. Mathieu (qui avait trouvé la mort lors de la trahison de Tamagut). Il faisait état de ses mutliples tentatives pour établir un contact par Oran, et annonçait enfin le départ, toujours pour Oran, du maure Moussa, déjà employé dans ces affaires. Ce qui laisse supposer que les Turcs contrôlaient encore la Kabylie maritime et que les liaisons ne pouvaient s'effectuer que par voie terrestre[23].

La lettre était scellée de son sceau, sceau authentifié par une mention en arabe de sa main.

Le fait d'avoir choisi un renégat italien pour rédacteur prouverait, s'il en était besoin, le peu de confiance qu'Amar accordait, désormais, à son entourage.

Une autre correspondance du 14 mars 1610, transmise d'Oran par le Comte d'Aguilar[24] porte sur un point précis : l'envoi d'un brigantin pour ramener les chrétiens réfugiés à Kouko est demandé. Amar suggère aussi que ledit brigantin ramène par la même occasion les "Moros" enlevés par Don Martin de la Cerda, ainsi que ses envoyés encore à Oran, en raison du péril qu'il y aurait pour eux à revenir par voie de terre.

D'autres documents inclus fournissent des détails nouveaux tout en recoupant la précédente correspondance. C'est en été 1609, que le roi de Kouko avait envoyé ses premiers messagers, au nombre de quatre. Ils furent malheureusement pris à Mostaganem. Peu de temps après parvinrent à Oran deux autres "Moros", chargés également de négocier. L'attitude du comte d'Aguilar fut très prudente. Il fit parvenir à Madrid la correspondance mais refusa le passage aux envoyés. Sur ces entrefaites arriva à son tour le Maure Moussa, connu des Espagnols pour avoir participé à des négociations antérieures. Il portait des lettres qu'il devait remettre en main propre au roi d'Espagne, mais finalement il les remit au Comte d'Aguilar qui les fit parvenir à Madrid avec un rapport général sur la négociation.

Nous possédons la réponse du Conseil de la Guerre à l'ensemble de ces propositions. Visiblement, les Espagnols n'avaient pas encore surmonté la déception que leur avait causé la volte-face d'Amar en 1608. Il y est suggéré d'ordonner au Comte d'Aguilar de se borner à de bonnes paroles et de ne s'engager en rien. Si les "Moros" ont autre chose à dire, qu'ils lui en fassent part et la réponse leur parviendra par son intermédiaire. Enfin, le brigantin est refusé et on prie les envoyés de retourner à Kouko par où ils sont venus.

---

23. Il convient en effet de signaler que les négociations des années 1603 à 1608 se font par l'intermédiaire du Vice-roi de Majorque.

24. Le Comte d'Aguilar fut gouverneur d'Oran d'août 1608 à octobre 1616.

Malgré cette fin de non recevoir, Amar ben el Cadi continua-t-il à solliciter des secours de Madrid dans les années qui suivirent ? Le dépouillement des archives espagnoles reste à faire si l'on veut répondre à cette question.

Amar mourut assassiné en 1618, en exécution dit-on, de la prédiction de Sidi Mansour. Boulifa, s'appuyant sur les sources maraboutiques, fait d'Amar un tyran. Il fut en tous cas le dernier des grands souverains de Kouko. Ses successeurs abandonnèrent en effet cette localité et tombèrent au rang de chefs de second rang, surtout à compter de la deuxième moitié du XVIIème siècle. Néanmoins, la force de la tradition était telle que le nom de "Roi de Kouko" continua de leur être attribué par les voyageurs et diplomates chrétiens. En 1752, les derniers Ben el Cadi, retranchés dans le Haut Sebaou, au sein d'une Kabylie morcelée par la politique turque, se souvenaient-ils encore du temps où leur ancêtre Amar échangeait des Ambassadeurs avec Phillippe II d'Espagne ?

Pierre BOYER
Conservateur en chef des Archives
d'Outre Mer - Aix.